

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 3545

[2004/202589]

**14 JUIN 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'agrément et au subventionnement des équipes SOS Enfants en application du décret du 12 mai 2004 relatif à l'aide aux enfants victimes de maltraitance**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 12 mai 2004 relatif à l'aide aux enfants victimes de maltraitance;

Vu l'avis de l'inspection des Finances donné le 03 mai 2004;

Vu l'accord du Ministre du Gouvernement de la Communauté française chargé du Budget donné le 5 mai 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 19 mai 2004 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 9 juin 2004,

Arrête :

**Titre I<sup>er</sup>. — Définitions.**

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> décret : le décret du 12 mai 2004 relatif à l'aide aux enfants victimes de maltraitance

2<sup>o</sup> Ministre : le Ministre qui a l'aide aux enfants victimes de maltraitance dans ses attributions

3<sup>o</sup> CAEM : le Comité d'accompagnement de l'enfance maltraitée

4<sup>o</sup> Office : l'Office de la Naissance et de l'Enfance

5<sup>o</sup> antenne : structure de consultation présentant des modalités de fonctionnement pluridisciplinaire semblable à celui du siège principal et justifiée notamment par l'étendue du secteur concerné, les spécificités socioculturelles et les particularités de réseau.

**Titre II. — Le Comité d'accompagnement de l'enfance maltraitée****CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Le fonctionnement du CAEM**

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>.** Le Président, le Vice-Président et les membres du CAEM, à l'exception des représentants de l'Office et du représentant de la direction générale des Services du Gouvernement qui a l'aide et la protection de la jeunesse dans ses attributions, reçoivent un jeton de présence de vingt-cinq euros pour chaque réunion de deux heures au moins. Les jetons de présence couvrent les travaux des séances.

§ 2. Le Président, le Vice-Président et les membres du CAEM ont également droit au remboursement de leurs frais de déplacement, suivant les taux fixés par la réglementation en la matière applicable aux membres du personnel de rang 10 des Services du Gouvernement de la Communauté française.

§ 3. Les indemnités et frais de déplacement visés aux § 1<sup>er</sup> et 2 sont également alloués aux experts ou intervenants invités à participer aux séances du CAEM.

L'Office assure le secrétariat et la conservation des archives.

**Titre III. — Les équipes SOS Enfants****CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Les collaborations des équipes SOS Enfants**

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** Dans le cadre de la mission visée à l'article 9, 1<sup>o</sup>, du décret, des modalités de collaboration cadre sont élaborées, pour l'ensemble de la Communauté française, d'une part par les représentants des équipes SOS et ceux des conseillers de l'aide à la jeunesse et, d'autre part par les représentants des équipes SOS et ceux des directeurs de l'aide à la jeunesse.

Toutes autres collaborations énoncées à l'article 9, 1<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup> du décret peuvent également faire l'objet de modalités de collaboration entre les équipes SOS et tout intervenant concerné par la maltraitance.

§ 2. Les propositions de ces modalités de collaboration sont transmises au CAEM qui émet un avis sur celles-ci. Ces modalités définitives de collaboration ainsi que l'avis du CAEM sont transmis au Ministre qui accuse réception de ceux-ci dans le mois de leur réception.

**CHAPITRE 2. — L'agrément des équipes SOS Enfants**

**Art. 4.** Sans préjudice des conditions générales d'agrément précisées à l'article 12, § 3, du décret, l'agrément d'une équipe est accordée sur base des conditions énumérées ci-dessous :

**Section 1<sup>re</sup>. — Les conditions relatives à la composition pluridisciplinaire des équipes SOS Enfants**

**Art. 5.** Il appartient à chaque équipe de fixer la répartition équilibrée des différentes fonctions déterminées à l'article 11 du décret eu égard à son projet clinique.

Tout engagement de personnel supplémentaire doit viser prioritairement les fonctions prévues à l'article 11 du décret n'atteignant pas encore 2/10<sup>e</sup> d'équivalent temps plein.

**Art. 6.** En cas de départ d'un membre de l'équipe pluridisciplinaire visée à l'article 11 du décret qui était seul à exercer l'une de ces disciplines, le Pouvoir Organisateur met en place la procédure de remplacement dans le mois du départ du membre.

**Art. 7.** Le Pouvoir Organisateur désigne le coordinateur, après avis de l'équipe, parmi les fonctions énoncées du 1<sup>o</sup> au 6<sup>o</sup> de l'article 11 du décret.

**Art. 8.** Le coordinateur assure sous la responsabilité du Pouvoir Organisateur, entre autres :

- la mise en œuvre du projet clinique;
- la gestion journalière de l'équipe, la tenue de la comptabilité, le respect des réglementations en vigueur;
- les relations avec l'Office;
- la coordination avec les autres services.

**Art. 9.** Les membres de l'équipe ne peuvent faire partie de l'organe de gestion ou du Conseil d'Administration de l'équipe. Ils peuvent cependant être membres invités avec voix consultative.

### Section 2. — Les conditions relatives au projet clinique

**Art. 10.** Le projet clinique définit :

1<sup>o</sup> l'ensemble des objectifs de l'équipe dans le cadre des missions définies à l'article 9 du décret et les moyens mis en œuvre pour les atteindre.

2<sup>o</sup> les fonctions et qualifications des professionnels de l'équipe et l'organisation du travail en équipe.

3<sup>o</sup> la répartition équilibrée des différentes fonctions déterminées à l'article 11 du décret, eu égard au projet clinique;

4<sup>o</sup> le cadre d'intervention et les conditions de prise en charge de l'équipe en ce compris, si nécessaire, les conditions de refus de prise en charge et les modalités de collaboration avec les intervenants professionnels extérieurs.

**Art. 11.** Le projet clinique s'élabore en tenant compte notamment, des obligations suivantes :

1<sup>o</sup> mentionner les heures habituelles d'activité, en assurant au minimum une permanence de 3 heures par jour ouvrable;

2<sup>o</sup> mentionner le lieu de travail de l'équipe conformément à l'article 12 du présent arrêté ainsi que la nécessité d'une antenne;

3<sup>o</sup> dans le respect de l'article 12 du décret, mentionner la zone de couverture de l'équipe en référence aux arrondissements judiciaires;

4<sup>o</sup> justifier le cadre professionnel nécessaire en fonction du projet clinique et éventuellement les qualifications particulières pour les membres du personnel non repris à l'article 11 du décret, notamment des fonctions de psychomotricien, logopède, criminologue, gynécologue.

5<sup>o</sup> indiquer les modalités selon lesquelles l'équipe assure la formation continue de ses membres et l'évaluation de son action notamment par :

a) l'accès de tous les membres du personnel à des formations continues, à des formations collectives et aux événements scientifiques;

b) l'organisation de supervisions avec une ou des personnes extérieures à l'équipe.

6<sup>o</sup> garantir un travail pluridisciplinaire notamment par l'organisation de réunions d'équipe de type clinique et de type organisationnel.

**Art. 12.** L'équipe évalue au minimum une fois par an le projet clinique et le réactualise, si nécessaire, en équipe afin qu'il corresponde aux méthodologies de travail et aux besoins identifiés par celle-ci.

Toute modification significative du projet clinique doit être transmise au CAEM.

Un exemplaire du projet clinique est remis à tous les membres de l'équipe.

### Section 3. — La condition relative à l'infrastructure

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Toute équipe dispose de locaux spécifiques et exclusivement réservés à l'accomplissement des missions visées aux articles 9 et 10 du décret.

En outre, l'équipe SOS Enfants peut utiliser des locaux en commun avec d'autres services exerçant une activité compatible avec sa mission, pour autant que l'équipe dispose de locaux spécifiques garantissant son fonctionnement. Une équipe peut également fonctionner sur plusieurs sites.

§ 2. Les locaux permettent :

- le déroulement de l'accueil et des entretiens avec les personnes dans le respect de la protection de la vie privée;
- la conservation des dossiers individuels dans le respect de la protection de la vie privée.

§ 3. La disposition des locaux doit permettre l'organisation du travail en pluridisciplinarité.

### Section 4. — Les conditions relatives à la tenue des dossiers et au recueil de données statistiques

**Art. 14.** Pour toute prise en charge, l'équipe ouvre, au nom de l'enfant, un dossier qui peut comprendre un volet médical et un volet psychosocial.

Sauf si cela porte atteinte à l'enfant, toute information issue du volet psychosocial relative à la situation de l'enfant doit lui être communiquée.

Toute information issue du volet psychosocial relative à une personne peut à sa demande, lui être communiquée. Ces informations ou documents restent confidentiels.

**Art. 15.** Annuellement, avant la fin du mois d'avril, chaque équipe fournit à l'Office les données statistiques relatives aux situations de l'année précédente selon la grille de recueil de données standardisées.

Annuellement, pour le 31 juillet, chaque équipe transmet à l'Office un rapport d'activité portant sur l'année précédente et dont le modèle est fixé par le CAEM.

*Section 5. — Les demandes d'agrément des équipes*

**Art. 16.** Le Pouvoir Organisateur de l'équipe introduit le dossier complet relatif à la demande d'agrément de l'équipe sous pli recommandé à la Poste, auprès de l'Office. Une copie est adressée au Ministre.

Outre les éléments relatifs aux conditions d'agrément, le dossier de demande d'agrément comprend :

- le projet clinique établi sur base d'une grille normalisée;
- l'adresse du siège de l'organisme;
- l'indication des autres sources de subsidiation éventuelles de l'équipe;
- les données statistiques de l'année précédente sauf s'il s'agit de la première année d'activité.

**Art. 17.** Au plus tard un mois après la réception de la demande, l'Office vérifie si celle-ci est complète, réclame, si nécessaire, les pièces manquantes et envoie un accusé de réception au Pouvoir Organisateur et à l'équipe lorsque le dossier est complet.

**Art. 18.** Au plus tard un mois après la réception de la demande, l'Office transmet au CAEM et au Ministre le dossier auquel est joint son rapport d'avis.

**Art. 19.** Le CAEM donne avis sur base de l'analyse de la demande introduite et après avoir entendu les représentants de l'équipe candidate. L'examen de la demande d'agrément porte sur deux volets : l'opportunité du projet clinique et la conformité des normes d'agrément et de subvention de l'équipe.

**Art. 20.** En cas de demande d'agrément, le CAEM informe, au moins 8 jours avant la date de la réunion, le Pouvoir Organisateur et l'équipe de l'examen de leur dossier. A cette information est jointe une copie du dossier relatif à la demande, tel qu'il a été transmis aux membres du CAEM.

Le CAEM entend des représentants de l'équipe. Il peut décider d'entendre toute personne qui peut l'éclairer à propos du dossier traité.

**Art. 21.** Dans les deux mois de la réception du dossier transmis par l'Office, le CAEM émet un avis qui est transmis au Ministre ainsi qu'à l'équipe et au Pouvoir Organisateur concerné.

**Art. 22.** Dans les deux mois de la réception de l'avis du CAEM, le Ministre statue sur la demande d'agrément. La décision est notifiée au Pouvoir Organisateur et à l'équipe par lettre recommandée. Copie de cette lettre est envoyée simultanément à l'Office qui la transmet au CAEM.

**Art. 23.** En cas de refus d'agrément, le service ne peut présenter un nouveau projet qu'endéans les 3 mois à dater de la notification du refus.

*Section 6. — Le retrait d'agrément*

**Art. 24.** En cas de non respect des conditions d'agrément par l'équipe, l'Office invite, par lettre recommandée, le Pouvoir Organisateur à prendre les dispositions qui s'imposent.

**Art. 25.** § 1<sup>er</sup>. Après invitation de l'Office, s'il est constaté, 3 mois maximum après la date d'envoi de la lettre recommandée visée à l'article 24, qu'une équipe ne répond toujours pas aux conditions d'agrément, une mise en demeure est notifiée par le Ministre au Pouvoir Organisateur et à l'équipe.

Dans ce cas, le service dispose d'un délai d'un an maximum pour se conformer à la mise en demeure. Ce délai peut être réduit à trois mois lorsqu'il s'agit d'une mise en conformité quant au contrôle comptable et financier et quant au respect du projet clinique.

§ 2. S'il n'est pas satisfait à cette mise en demeure ou si l'équipe a déjà fait l'objet d'une mise en demeure au cours des vingt-quatre mois qui précèdent, le CAEM est saisi du dossier et doit remettre un avis au Ministre dans les deux mois suivant cette saisine.

§ 3. Après réception de l'avis du CAEM, le Ministre peut, dans un délai qu'il détermine, retirer l'agrément. Il en informe l'Office.

§ 4. La décision est notifiée par l'Office, par lettre recommandée, à l'équipe et à son Pouvoir Organisateur. Le cas échéant, la décision contient un délai pour son exécution. Au terme du délai, le subventionnement est interrompu dans les conditions et délais fixés par le Ministre, sans préjudice du paiement des charges de préavis, prestés ou non, à concurrence de la durée minimale de préavis prévue par la législation sociale. Lorsque la durée minimale précitée est prolongée par un jugement du tribunal du travail, consécutivement à un recours du membre du personnel, le Ministre décide si tout ou partie des charges supplémentaires décidées par le tribunal sont prises en considération pour justifier la subvention provisionnelle. Lorsqu'il est donné pour cause de cessation définitive des activités du service, le préavis doit être presté jusqu'à la fin des activités du service.

§ 5. En cas de retrait d'agrément, la subvention définitive est adaptée pour couvrir le paiement de la partie des préavis minimums légaux supportés par le service après la fin de l'agrément, à condition que l'utilisation conforme de la subvention définitive soit garantie et après déduction des trop-perçus de subvention, le cas échéant. Dans le cas où il serait constaté une utilisation non conforme de la subvention, il sera également fait déduction des fonds propres dont dispose le Pouvoir Organisateur.

La décision est transmise, pour information, au président du CAEM.

**Art. 26.** Les décisions de refus ou de retrait d'agrément peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Gouvernement. Ce recours s'exerce par l'envoi d'une lettre recommandée au Ministre, dans un délai de quinze jours ouvrables à dater de la réception de la décision de refus ou de retrait; ce délai ne court pas en juillet et en août.

Une copie du recours est envoyée au CAEM, par lettre recommandée, dans le même délai.

Le recours n'est pas suspensif.

Le requérant a le droit d'être entendu sur ses moyens de recours.

La décision du Gouvernement est communiquée par lettre recommandée au requérant, dans un délai de trois mois prenant cours à la date de la réception du recours.

**Art. 27.** Lorsque 'une équipe remplit la condition définie à l'article 13, § 2, alinéa 4, du décret, elle conserve la condition de composition minimale de 6.2 équivalents temps plein durant deux années consécutives même si les données INS actualisées annuellement déterminent un nombre de jeunes inférieurs à 60.000.

CHAPITRE 3. — *Les subventions des équipes SOS Enfants*

**Art. 28.** Le Ministre fixe annuellement le montant minimal de référence de la subvention pour les équipes SOS Enfants agréées composées de 6.2 équivalents temps plein et pour celle de 5.2 équivalents temps plein.

**Art. 29.** Lorsque l'agrément d'une équipe prévoit une antenne décentralisée, une subvention d'un montant annuel de maximum 25.000 euros peut être allouée à cet effet.

**Art. 30.** Dans le cadre de l'évolution des moyens accordés par le Gouvernement, une part du budget dont le montant global est déterminé par le Ministre peut être consacrée à des subventions variables. Après avis du CAEM, le Ministre peut accorder une subvention annuelle, éventuellement renouvelable, à toute équipe SOS Enfants qui a introduit une demande écrite auprès de l'Office pour une action spécifique définie à l'article 10 du décret.

**Art. 31.** Dans le cadre de l'évolution des moyens nouveaux accordés par le Gouvernement et sans préjudice de l'article 30 du présent arrêté, une part de budget dont le montant global est déterminé par le Ministre peut être octroyé aux équipes sur base d'une répartition, selon les dernières données INS disponibles, au prorata du nombre de jeunes de moins de 18 ans domiciliés sur le territoire couvert par l'équipe tel que défini dans l'arrêté d'agrément de chaque équipe.

**Art. 32.** Au moins 80 % de l'utilisation des subventions visées à l'article 13 du décret doivent être justifiées par des dépenses en frais de personnel et paiement de rémunérations sur base des montants minimums de la Commission paritaire 305.02 et des montants maximums de la commission paritaire 305.01 en ce compris l'ancienneté pécuniaire calculée conformément à l'annexe 1 et le paiement des charges patronales afférentes aux rémunérations.

**Art. 33.** Sans préjudice de l'article 37 du présent arrêté, pour bénéficier définitivement des subventions visées à l'article 13, § 1<sup>er</sup> et § 2 du décret, toute équipe agréée doit fournir à l'Office, au plus tard 30 jours après la fin de l'année budgétaire fixée par l'Office à l'équipe, copies des pièces justificatives telles que fixées à l'annexe 2 qui doivent correspondre à des dépenses réelles.

L'équipe doit tenir une comptabilité propre qui fait apparaître, par exercice budgétaire, les résultats financiers de la gestion de l'équipe.

**Art. 34.** Le contrôle administratif et financier des équipes est exercé par le fonctionnaire de l'Office désigné à cet effet. Il a libre accès aux locaux de l'équipe dans le respect des règles déontologiques et a le droit de consulter sur place les pièces et documents administratifs et financiers qu'il juge nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

**Art. 35.** Le montant des subventions visées à l'article 13, § 2, du décret est adapté annuellement sur base de l'indice santé défini par l'arrêté royal du 24 décembre 1993.

**Art. 36.** Les subventions visées à l'article 13, § 1<sup>er</sup> et § 2 du décret sont liquidées mensuellement sous forme de subventions provisionnelles à raison respectivement d'un douzième de l'enveloppe.

Tous les ans, il est tenu compte du montant de toutes les dépenses réelles justifiées de l'exercice budgétaire dans le respect de l'article 33 du présent arrêté.

Toute dépense dont la justification n'est pas admissible est portée en déduction des subventions allouées au service.

A la demande de l'équipe, un étalement de la récupération peut être accordé par l'Office.

Toute dépense non justifiée par une pièce justificative, telle que précisée à l'article 33 du présent arrêté, entraîne, à compter du troisième mois qui suit la fin de l'année budgétaire, la suspension à due concurrence des subventions provisionnelles.

**Art. 37.** Les subventions prévues à l'article 30 sont dues en deux tranches :

- la première tranche de 80 % de la subvention globale est liquidée dès accord sur le projet;
- le solde est liquidé au plus tard le 31 décembre sur présentation des pièces justificatives comptables.

**Art. 38.** Dans le cadre de la subvention complémentaire versée à l'Office pour l'enfance maltraitée, un montant minimal de 78.000 euros indexable est consacré à des frais relatifs au suivi des équipes SOS Enfants tels que des interventions lors de colloques, la réalisation de brochures de présentation des équipes, la réalisation du bulletin d'information.

## Dispositions finales

**Art. 39.** Le montant des subventions de base accordées à chaque équipe au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté est garanti.

**Art. 40.** Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du décret au premier septembre 2004, à l'exception de l'article 22 qui entrera en vigueur à la date du dernier agrément de l'équipe qui aura introduit sa demande d'agrément conformément à l'article 28 du décret. Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent arrêté au premier septembre 2004 à l'exception des articles relatifs aux nouvelles règles de subventionnement qui entrent en application le premier janvier 2005.

Bruxelles, le 14 juin 2004.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme N. MARECHAL

## ANNEXE 1.

Normes applicables pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire conformément à l'article 32 du présent arrêté pouvant justifier l'utilisation de la subvention provisionnelle pour frais de personnel.

1. a) L'ancienneté équivaut aux prestations effectives antérieures, ainsi qu'à celles assimilables à des prestations effectives en vertu de la législation sociale;

b) Les périodes de pause-carrière sont, à concurrence de maximum un an équivalent temps plein, assimilées à une période de travail effectif pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire subsidiable;

c) Les périodes de congé sans solde sont, à concurrence de maximum quinze jours par an, assimilées à une période de travail effectif pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire subsidiable;

2. Les mois civils non couverts complètement par un ou plusieurs contrats de travail ne sont pas pris en considération.

3. Sont considérées comme des prestations à temps plein :

a) les prestations effectuées à un régime horaire d'au moins 38 heures/semaine dans les équipes agréées et subventionnées sur base du présent arrêté; sans préjudice de l'application de conventions collectives d'entreprise pour résoudre des cas particuliers et pour autant qu'il y ait accord du Ministre;

b) les prestations effectuées dans l'enseignement, à un régime horaire considéré comme à temps plein suivant les dispositions appliquées dans ce secteur;

c) les prestations à un régime horaire considéré comme à temps plein par les conventions collectives de travail applicables dans les secteurs où ces prestations sont effectuées.

4. Il est procédé au calcul de l'ancienneté selon les modalités suivantes :

a) lorsque l'horaire hebdomadaire presté augmente par rapport à celui presté lors d'une période antérieure, le calcul de l'ancienneté pécuniaire est adapté suivant la formule :

$$\frac{\text{période de prestations antérieures (en mois)}}{\text{horaire hebdomadaire période antérieure}} = (x) \text{ mois}$$

b) lorsque l'horaire hebdomadaire presté diminue par rapport à celui presté lors d'une période antérieure, le calcul de l'ancienneté pécuniaire ne doit pas être adapté;

c) lorsque l'horaire hebdomadaire presté, complet ou partiel, est équivalent à celui d'une période antérieure, il est compté un mois d'ancienneté pécuniaire par mois de prestation;

d) au résultat d'un calcul d'ancienneté sur la base des points a), b) et c) ci-dessus, les décimales du nombre de mois sont arrondies à l'unité supérieure.

5. Les documents suivants sont requis en vue de prouver la réalité des prestations invoquées;

a) l'attestation de l'employeur précisant la fonction occupée, la période exacte des prestations et l'horaire hebdomadaire presté;

b) l'attestation relative aux versements effectués auprès d'une caisse de pension ou d'un organisme de sécurité sociale;

c) tout autre document justificatif éventuellement requis par l'administration.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 09 juin 2004 fixant les conditions d'agrément et d'octroi des subventions des équipes SOS enfants visées aux articles 9, 10, 11, 12 et 13 du décret relatif à l'aide aux enfants victimes de maltraitance.

Bruxelles, le 14 juin 2004.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme N. MARECHAL

## ANNEXE 2.

Listes de dépenses admissibles en matière de frais de personnel et de frais de fonctionnement en application de l'article 13 du décret.

A. En matière de frais de personnel, l'utilisation de la subvention provisionnelle est justifiée par :

1° le paiement de rémunérations, y incluse l'ancienneté pécuniaire calculée sur la base des dispositions reprises à l'annexe I du présent arrêté, calculées sur base des montants minimums et maximums tels que précisés à l'article 32 du présent arrêté;

2° le paiement des honoraires des indépendants calculés sur base des montants minimums et maximums tels que précisés à l'article 32 du présent arrêté augmenté de 30 %;

3° le paiement de la fonction de coordinateur est assimilé à minima au barème de licencié en psychologie;

4° le paiement des charges patronales légales afférentes aux rémunérations prévues par les conventions collectives de travail des Commissions paritaires 305.02 et 305.01;

5° l'octroi d'avantages complémentaires, dont certains accordés notamment en vertu des conventions collectives de travail des Commissions paritaires 305.02 et 305.01; :

6° le paiement des charges de préavis, prestés ou non, à concurrence de la durée minimale de préavis prévue par la législation sociale :

a) lorsque la durée minimale précitée est prolongée par jugement du tribunal du travail, consécutivement à un recours du membre du personnel, l'Office décide si tout ou partie des charges supplémentaires décidées par le tribunal du travail sont prises en considération pour justifier la subvention provisionnelle. Lorsqu'il est donné pour cause de cessation définitive des activités du service, le préavis doit être presté jusqu'à la fin des activités du service;

b) en cas de retrait de l'agrément, la subvention définitive est adaptée pour couvrir le paiement de la partie des préavis minimums légaux supportés par le service après la fin de l'agrément, à condition que l'utilisation conforme de la subvention définitive soit garantie et après déduction des trop-perçus de subventions, le cas échéant. Dans le cas où il est constaté une utilisation non conforme de la subvention, il sera également fait déduction des fonds propres dont dispose le Pouvoir Organisateur.

7° le paiement de l'indemnité de prépension accordée en vertu des conventions collectives de travail des Commissions paritaires 305.02 et 305.01;

8° le paiement de pécules de vacances simple et double des employés accordés en vertu des conventions des Commissions paritaires 305.02 et 305.01;

9° la prise en considération de la quote-part ou de la partie des rémunérations et charges non financées par d'autres personnes morales de droit public, le cas échéant;

10° l'octroi des rémunérations et avantages complémentaires prévus dans le cadre de conventions collectives de travail conclues par une autre commission paritaire que celles précisées à l'article 32 du présent arrêté, le cas échéant, sous réserve d'accord de l'Office.

11° toute dépense liée à la spécificité des missions spécifiques définies à l'article 13, § 3, du décret.

B. En matière de frais de personnel, l'utilisation de la subvention provisionnelle n'est pas justifiée notamment par :

1° les rémunérations, charges et avantages complémentaires payés à des membres du personnel qui ne sont pas repris dans le projet clinique de l'équipe conformément à l'article 6, 4°, du présent arrêté;

C. En matière de frais de fonctionnement, l'utilisation de la subvention provisionnelle est justifiée par :

1° les frais d'occupation des immeubles, notamment les loyers, charges locatives et frais de déménagement;

2° lorsque le service est propriétaire des immeubles qu'il occupe, la valeur locative de l'immeuble est déterminée par l'Administration du cadastre;

3° les frais de produits d'entretien;

4° les frais d'entretien des locaux et de leur contenu;

5° les frais de réparation qui leurs incombent;

6° les frais d'eau, d'énergie, de combustibles;

7° les frais d'administration; tels que l'achat de matériel de bureau, fournitures de bureau, timbres, téléphone, location appareils et maintenance, frais de réunion, location de salles, livres et documentation, matériel informatique et logiciels, ...;

8° les frais d'assurances non relatives au personnel, soit les assurances incendie, vol, responsabilité civile obligatoire des services, véhicules, matériel de bureau et informatique;

9° les frais juridiques dans le cadre de la défense des membres du personnel par rapport aux bénéficiaires de l'aide apportée par le service. Les honoraires d'avocats et d'experts sont pris en considération pour autant qu'il n'y ait pas désaccord de l'Office;

10° les honoraires des superviseurs et formateurs, sur base de factures dûment établies et conformément au projet clinique visé à l'article 11 du présent arrêté;

11° les honoraires d'établissements, de vérification ou de certification des comptes annuels, conformément aux dispositions de l'article 33 du présent arrêté. Ces frais sont pris en considération sur base de factures dûment établies, à concurrence d'un montant maximum annuel de 3000 euros indexable;

12° les honoraires des traducteurs;

13° les montants payés aux agences locales pour l'emploi pour des tâches ponctuelles qui ne relèvent pas des tâches habituelles du personnel du service;

14° les frais de secrétariat social, à savoir le calcul des salaires, les formalités liées au paiement des salaires et à accomplir dans le cadre de la législation sociale et fiscale, le soutien logistique et juridique; sur base de factures dûment établies, ces frais sont couverts par la subvention à concurrence de 300 euros indexables, à majorer de la TVA, par travailleur et par année;

15° les cotisations payées aux organisations représentatives des services, à concurrence d'un montant maximum de 400 euros indexables par an et par emploi temps plein pris en considération pour le calcul des subventions provisionnelles de l'équipe;

16° les frais de formation continue du personnel. La partie de la subvention consacrée à la formation ne peut être supérieure à un montant équivalent à 20 % de la subvention annuelle pour frais de fonctionnement. Les frais de formation qui justifient l'utilisation de la subvention correspondent soit à des formations de spécialisation en rapport avec la fonction occupée et le niveau de celle-ci, les études générales étant exclues, soit à des participations à des colloques, conférences, congrès, séminaires et journées d'études;

17° les frais de déplacements de service et de missions du personnel, en Belgique, sur la base du tarif kilométrique applicable au personnel de l'Office;

18° les frais d'annonces, de publicités, de documentation, d'accueil des jeunes et des familles;

19° les frais liés à l'utilisation des véhicules, y inclus les frais de parking, l'assurance omnium missions et, s'il échet, le surcoût afférent à l'assurance responsabilité civile véhicule lorsqu'il y a usage professionnel;

20° les frais d'évacuation des déchets;

21° les frais de matériel clinique, psychologique ou didactique;

22° les frais bancaires et les charges d'emprunt nécessaires au bon fonctionnement du service, dans le cadre de l'application du présent arrêté;

23° les frais exceptionnels, dans le cadre des tâches visées aux points 10°, 11° et 13° pour autant qu'il y ait accord de l'Office;

24° les taxes et impôts directs et indirects liés à l'activité agréée de l'équipe.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 09 juin 2004 fixant les conditions d'agrément et d'octroi des subventions des équipes SOS enfants visées aux articles 9, 10, 11, 12 et 13 du décret relatif à l'aide aux enfants victimes de maltraitance.

Bruxelles, le 14 juin 2004.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
N. MARECHAL

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 3545

[2004/202589]

**14 JUNI 2004. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de erkenning en de subsidiëring van de teams SOS Kinderen met toepassing van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de hulpverlening aan mishandelde kinderen**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 12 mei 2004 betreffende de hulpverlening aan mishandelde kinderen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 mei 2004;

Gelet op de akkoordbevinding van 5 mei 2004 van de Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap belast met de Begroting;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 19 mei 2004 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 mei 2004,

Besluit :

**Titel I. — Definities**

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 12 mei 2004 betreffende de hulpverlening aan mishandelde kinderen

2° Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan mishandelde kinderen behoort

3° CBMK : het Comité voor de begeleiding van het mishandelde kind

4° Dienst : De Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn ("Office de la Naissance et de l'Enfance" - ONE)

5° antenne : consultatievoorziening die een multidisciplinaire werkwijze vertoont die dezelfde is als deze van de hoofdzetel en die inzonderheid verantwoord is omdat de betrokken sector uitgebreid is, rekening houdend met de sociaal-culturele specificiteit en de eigenaardigheden van het netwerk.

**Titel II. — Comité voor de begeleiding van het mishandelde kind**

**HOOFDSTUK 1. — Werking van het CBMK**

**Art. 2. §1.** De voorzitter, de ondervoorzitter en de leden van het CBMK, met uitzondering van de vertegenwoordigers van de Dienst en de vertegenwoordiger van de algemene directie van de Diensten van de Regering die bevoegd is voor de hulpverlening aan de jeugd en de jeugdbescherming, ontvangen een presentiegeld van vijftieng euro voor elke vergadering van ten minste twee uur. Het presentiegeld dekt de werkzaamheden van de vergaderingen.

§ 2. De voorzitter, de ondervoorzitter en de leden van het CBMK hebben eveneens recht op de terugbetaling van hun reiskosten, volgens de tarieven vastgesteld bij de geldende regeling die in die zaak toepasselijk is op de personeelsleden van rang 10 van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

§ 3. De vergoedingen en reiskosten bedoeld in de §§ 1 en 2 worden eveneens toegekend aan de deskundigen of optredende personen die verzocht worden om de vergaderingen van het CBMK bij te wonen.

De Dienst neemt het secretariaat waar en bewaart het archief.

**Titel III. — Teams SOS Kinderen**

**HOOFDSTUK 1. — Samenwerking van de teams SOS Kinderen**

**Art. 3. § 1.** In het kader van de opdracht bedoeld in artikel 9, 1° van het decreet, worden de nadere regels voor een kadersamenwerking, voor het geheel van de Franse Gemeenschap, vastgesteld enerzijds door de vertegenwoordigers van de SOS-teams en die van de adviseurs voor hulpverlening aan de jeugd, en anderzijds, door de vertegenwoordigers van de SOS-teams en die van de directeurs voor hulpverlening aan de jeugd.

Voor alle andere samenwerkingsverbanden vermeld in artikel 9, 1° en 4° van het decreet, kunnen eveneens nadere regels worden vastgesteld voor de samenwerking tussen de SOS-teams en iedere optredende persoon die op het gebied van mishandeling werkzaam is.

§ 2. De voorstellen voor die samenwerkingsregels worden overgezonden naar het CBMK, dat een advies over die uitbrengt. Die definitieve samenwerkingsregels alsook het advies van het CBMK worden overgezonden naar de Minister, die van deze ontvangst meldt binnen de maand van hun ontvangst.

**HOOFDSTUK 2. — Erkenning van de teams SOS Kinderen**

**Art. 4.** Onverminderd de algemene erkenningsvoorwaarden bepaald in artikel 12, § 3, van het decreet, wordt de erkenning van een team toegekend op grond van de voorwaarden die hieronder vermeld zijn :

**Afdeling 1. — Voorwaarden betreffende de multidisciplinaire samenstelling van de teams SOS Kinderen**

**Art. 5.** Elk team stelt de evenwichtige verdeling vast van de verschillende functies bedoeld in artikel 11 van het decreet, op grond van zijn klinisch project.

Elke aanwerving van bijkomend personeel moet prioritair betrekking hebben op de functies bedoeld in artikel 11 van het decreet die nog geen 2/10 van een voltijds equivalent bereiken.

**Art. 6.** Bij vertrek van een lid uit het multidisciplinair team bedoeld in artikel 11 van het decreet, dat één van die vakken alleen uitoefende, stelt de inrichtende macht de procedure voor de vervanging binnen de maand na het vertrek van het lid in.

**Art. 7.** Na het advies van het team te hebben ingewonnen, stelt de inrichtende macht de coördinator aan, uit de functies vermeld in 1° tot 6° van artikel 11 van het decreet.

**Art. 8.** De coördinator zorgt, onder de verantwoordelijkheid van de inrichtende macht, inzonderheid voor :

- de verwezenlijking van het klinisch project;
- het dagelijks beheer van het team, het voeren van de boekhouding, de naleving van de geldende regelingen;
- de betrekkingen met de Dienst;
- de coördinatie met de andere diensten.

**Art. 9.** De leden van het team mogen niet behoren tot het beheersorgaan of van de raad van bestuur van het team. Ze kunnen echter als raadgevend lid worden uitgenodigd.

#### *Afdeling 2. — Voorwaarden betreffende het klinisch project*

**Art. 10.** Het klinisch project bepaalt :

1° het geheel van de doelstellingen van het team in het kader van de opdrachten bepaald in artikel 9 van het decreet en de middelen die worden aangewend om die te bereiken.

2° de functies en kwalificaties van de vakmensen van het team en de organisatie van teamwerk.

3° de evenwichtige verdeling van de verschillende functies bepaald in artikel 11 van het decreet, rekening houdend met het klinisch project;

4° het kader voor het optreden en de voorwaarden waaronder het team een kind opvangt, met inbegrip, in voorkomend geval, van de voorwaarden voor de weigering van de opvang en de nadere regels voor de samenwerking met de externe optredende vakmensen.

**Art. 11.** Het klinisch project wordt opgemaakt, rekening houdend met inzonderheid de volgende verplichtingen :

1° de gewone activiteitenuren vermelden, en een minimale permanentie van 3 uur per werkdag waarnemen;

2° de plaats vermelden waar het team werkt, overeenkomstig artikel 12 van dit besluit, alsook de noodzakelijkheid van een antenne;

3° met inachtneming van artikel 12 van dit decreet, het bedieningsgebied van het team vermelden met verwijzing naar de gerechtelijke arrondissementen;

4° de personeelsformatie van vakmensen rechtvaardigen die noodzakelijk is op grond van het klinisch project, en eventueel de bijzondere kwalificaties voor de personeelsleden die vermeld zijn in artikel 11 van het decreet, inzonderheid de ambten van psychomotoriekspecialist, logopedist, criminoloog, vrouwenarts.

5° de wijze bepalen waarop het team voor de permanente vorming van zijn leden zorgt en de evaluatie van zijn werking, inzonderheid door :

a) de toegang van alle personeelsleden tot voortgezette vormingen, collectieve vormingen en wetenschappelijke gebeurtenissen;

b) de organisatie van supervisies met één of meer personen die niet tot het team behoren.

6° zorgen voor multidisciplinair werk, inzonderheid door de organisatie van teamvergaderingen van het klinische type en van het organisatie-type.

**Art. 12.** Het team evalueert ten minste één keer per jaar het klinisch project en, in voorkomend geval, past het samen met het team aan, opdat het zou beantwoorden aan de werkmethode en de behoeften die door het team worden vastgesteld.

Elke belangrijke wijziging van het klinisch project moet naar het CBMK.

Een exemplaar van het klinisch project wordt aan alle leden van het team overhandigd.

#### *Afdeling 3. — Voorwaarde betreffende de voorziening*

**Art. 13.** § 1. Elk team beschikt over specifieke lokalen die uitsluitend bestemd zijn voor de uitoefening van de opdrachten bedoeld in de artikelen 9 en 10 van het decreet.

Het team SOS Kinderen kan bovendien lokalen gemeenschappelijk gebruiken met andere diensten die een activiteit uitoefenen die met zijn opdracht verenigbaar is, voor zover het team beschikt over specifieke lokalen die zijn werking mogelijk maken. Een team kan ook op verschillende plaatsen werken.

§ 2. De lokalen moeten :

- de opvang mogelijk maken en de gesprekken met personen mogelijk maken met inachtneming van de bescherming van de persoonlijke levenssfeer;

- de bewaring van individuele dossiers mogelijk maken met inachtneming van de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

§ 3. De inrichting van de lokalen moet de organisatie van multidisciplinaire werkzaamheden mogelijk maken.

#### *Afdeling 4. — Voorwaarden voor het houden van de dossiers en de inzameling van statistische gegevens*

**Art. 14.** Voor elke opvang opent het team, op naam van het kind, een dossier dat een medisch luik en een psychosociaal luik omvat.

Behalve als het kind daardoor wordt benadeeld, moet elke inlichting uit het psychosociaal luik met betrekking tot het kind hem worden meegedeeld.

Elke inlichting uit het psychosociaal luik met betrekking tot een persoon, kan, op zijn verzoek, hem worden meegedeeld. Die inlichtingen of documenten blijven vertrouwelijk.

**Art. 15.** Elk jaar, vóór het einde van de maand februari, deelt elk team aan de Dienst de statistische gegevens in verband met de toestand van het vorig jaar volgens het standaardrooster voor de inzameling van de gegevens mee.

Elk jaar, voor 31 juli, deelt elk team aan de Dienst een activiteitenverslag mee met betrekking tot het vorige jaar, waarvan het model door het CBMK wordt vastgesteld.

*Afdeling 5. — Aanvragen om erkenning van de teams*

**Art. 16.** De inrichtende macht van het team dient het volledige dossier met betrekking tot de aanvraag om erkenning van het team bij een ter post aangetekend schrijven, bij de Dienst, in. Een afschrift wordt aan de Minister gericht.

Naast de gegevens met betrekking tot de erkenningsvoorwaarden, omvat het dossier voor de aanvraag om erkenning :

- het klinisch project dat op grond van een standaardrooster wordt opgemaakt;
- het adres van de zetel van de instelling;
- de vermelding van de andere eventuele subsidiëringsbronnen van het team;
- de statistische gegevens van het vorige jaar, behalve als het gaat om het eerste activiteitsjaar.

**Art. 17.** Uiterlijk één maand na de ontvangst van de aanvraag, kijkt de Dienst na of deze volledig is, en, in voorkomend geval, vraagt hij de ontbrekende stukken, en stuurt een ontvangstmelding aan de inrichtende macht en aan het team wanneer het dossier volledig is.

**Art. 18.** Uiterlijk één maand na de ontvangst van de aanvraag, zendt de Dienst aan het CBMK en aan de Minister het dossier over waarbij zijn adviesrapport wordt gevoegd.

**Art. 19.** Het CBMK geeft zijn advies na de ingediende aanvraag te hebben onderzocht en na de vertegenwoordigers van het kandidaat-team te hebben gehoord. Het onderzoek van de aanvraag om erkenning heeft betrekking op twee luiken : de noodzakelijkheid van het klinisch project en de overeenstemming van de normen voor de erkenning en de subsidiëring van het team.

**Art. 20.** Als een aanvraag om erkenning wordt ingediend, verwittigt het CBMK, ten minste 8 dagen vóór de datum van de vergadering, de inrichtende macht en het team dat hun dossier zal worden onderzocht. Bij die verwittigingakte wordt een afschrift van het dossier betreffende de aanvraag gevoegd, zoals het aan de leden van het CBMK werd overgezonden.

Het CBMK hoort vertegenwoordigers van het team. Het kan beslissen iedere persoon te horen die aan het Comité inlichtingen over het onderzochte dossier kan verschaffen.

**Art. 21.** Binnen de twee maanden na de ontvangst van het dossier dat door de Dienst werd overgezonden, brengt het CBMK een advies uit dat wordt doorgezonden aan de Minister en aan het team en de betrokken inrichtende macht.

**Art. 22.** Binnen de twee maanden na de ontvangst van het advies van het CBMK, beslist de Minister over de aanvraag om erkenning. Van de beslissing wordt aan de inrichtende macht en aan het team bij aangetekend schrijven kennis gegeven. Van dat schrijven wordt een afschrift gelijktijdig aan de Dienst toegezonden, die het aan het CBMK doorstuurt.

**Art. 23.** Als de erkenning wordt geweigerd, kan de Dienst een nieuw project binnen de 3 maanden vanaf de datum van kennisgeving van de weigering indienen.

*Afdeling 6. Intrekking van erkenning*

**Art. 24.** Als het team de erkenningsvoorwaarden niet naleeft, verzoekt de Dienst de inrichtende macht bij aangetekend schrijven om de nodige maatregelen te treffen.

**Art. 25.** § 1. Als na het verzoek van de Dienst, vastgesteld wordt dat hoogstens 3 maanden na de datum van verzending van het in artikel 24 bedoelde aangetekend schrijven een team nog altijd niet voldoet aan de erkenningsvoorwaarden, wordt een ingebrekestelling door de Minister aan de inrichtende macht en aan het team meegedeeld.

In dat geval beschikt het team over een termijn van hoogstens één jaar om zich naar de ingebrekestelling te schikken. Die termijn kan tot drie maanden worden verminderd, als het gaat om een overeenstemming in verband met het boekhoudkundige en financiële toezicht en met de naleving van het klinisch project.

§ 2. Als aan die ingebrekestelling niet wordt voldaan of als het team reeds gedurende de laatste vierentwintig vorige maanden een ingebrekestelling heeft gekregen, dan wordt het dossier aan het CBMK voorgelegd, dat een advies binnen de twee maanden na die voorlegging aan de Minister moet uitbrengen.

§ 3. Na ontvangst van het advies van het CBMK, kan de Minister, binnen een door hem vast te stellen termijn, de erkenning intrekken. Het brengt de Dienst daar op de hoogte van.

§ 4. De beslissing wordt door de Dienst, bij aangetekend schrijven, aan het team en zijn inrichtende macht, meegedeeld. In voorkomend geval, omvat de beslissing een termijn voor de uitvoering ervan. Bij het verstrijken van de termijn, wordt de subsidiëring onderbroken, onder de door de Minister vast te stellen voorwaarden en termijn, onverminderd de betaling van de lasten in verband met de - al dan niet - gepresteerde opzegging, in verhouding tot de minimumduur van de opzegging die in de sociale wetgeving bepaald is. Wanneer de voormelde minimumduur bij een vonnis van de arbeidsrechtbank wordt verlengd, als gevolg van een beroep ingesteld door een personeelslid, beslist de Minister of het geheel of een deel van de bijkomende lasten die door de rechtbank beslist werden, in aanmerking zullen worden genomen om de provisionele subsidie te verantwoorden. Wanneer de opzegging gegeven wordt als gevolg van de definitieve stopzetting van de activiteiten van de dienst, dan moet de opzegging worden gepresteerd tot het einde van de activiteiten van de dienst.

§ 5. Als de erkenning wordt ingetrokken, dan wordt de definitieve subsidiëring aangepast om de betaling te dekken van het deel van de wettelijke minimumopzegging die door de dienst na het einde van de erkenning wordt gedragen, op voorwaarde dat de correcte aanwending van de definitieve subsidie wordt gewaarborgd en na aftrek, in voorkomend geval, van de te veel ontvangen bedragen van de subsidie. Ingeval een niet correcte aanwending van de subsidie vastgesteld wordt, worden de geldmiddelen die de inrichtende macht zelf bezit, eveneens afgetrokken.

De beslissing wordt, voor informatie, aan de voorzitter van het CBMK doorgezonden.

**Art. 26.** Tegen een beslissing tot weigering of intrekking van de erkenning kan een beroep worden ingediend bij de Regering. Dat beroep wordt uitgeoefend door middel van een aangetekend schrijven aan de Minister, binnen een termijn van vijftien werkdagen vanaf de datum van ontvangst van de beslissing tot weigering of intrekking; die termijn loopt niet in juli en in augustus.

Een afschrift van het beroep wordt aan het CBMK bij aangetekend schrijven, binnen dezelfde termijn, toegezonden.

Het beroep is niet schorsend.

De verzoeker heeft het recht over zijn beroepsmiddelen gehoord te worden.

De beslissing van de Regering wordt bij aangetekend schrijven aan de verzoeker meegedeeld, binnen een termijn van drie maanden die op de datum van de ontvangst van het beroep begint te lopen.

**Art. 27.** Wanneer een team de voorwaarde bepaald in artikel 13, § 2, vierde lid van het decreet, vervult, behoudt het de voorwaarde inzake minimumsamenstelling van 6.2 voltijdse equivalenten gedurende twee opeenvolgende jaren zelfs indien de jaarlijks bijgehouden NIS-gegevens een aantal jongeren bepaalt dat lager dan 60.000 is.

HOOFDSTUK 3. — *Subsidies voor de teams SOS Kinderen*

**Art. 28.** De Minister stelt jaarlijks het minimale referentiebedrag vast van de subsidie voor de erkende teams SOS Kinderen die samengesteld zijn uit 6.2 voltijdse equivalenten en voor het team van 5.2 voltijdse equivalenten.

**Art. 29.** Wanneer in de erkenning van een team een gedecentraliseerde antenne bepaald is, kan een subsidie met een jaarlijks maximumbedrag van 25.000 euro daartoe worden toegekend.

**Art. 30.** In het kader van de evolutie van de middelen die door de Regering worden toegekend, kan een deel van de begroting waarvan het globaal bedrag door de Minister wordt bepaald, bestemd worden voor variabele subsidies. Na advies van het CBMK, kan de Minister een - eventueel vernieuwbare - jaarlijkse subsidie toekennen aan elk team SOS Kinderen dat een schriftelijke aanvraag heeft ingediend bij de Dienst voor een specifieke actie bepaald in artikel 10 van het decreet.

**Art. 31.** In het kader van de evolutie van de nieuwe middelen die door de Regering worden toegekend, en onverminderd artikel 30 van dit besluit, kan een deel van de begroting waarvan het globaal bedrag door de Minister wordt bepaald, aan de basisteams worden toegekend op grond van een verdeling, volgens de laatste beschikbare NIS-gegevens, in verhouding tot het aantal jongeren van minder dan 18 jaar die hun woonplaats hebben op het grondgebied dat door het team wordt bediend zoals bepaald in het erkenningsbesluit van elk team.

**Art. 32.** Ten minste 80 % van de aanwending van de subsidies bedoeld in artikel 13 van het decreet moet worden verantwoord door uitgaven voor personeelskosten en de uitbetaling van bezoldigingen op grond van de minimumbedragen van de paritaire commissie 305.02 en de maximumbedragen van de paritaire commissie 305.01, met inbegrip van de geldelijke anciënniteit die berekend wordt overeenkomstig bijlage 1 en van de betaling van de werkgeverslasten in verband met de bezoldigingen.

**Art. 33.** Onverminderd artikel 37 van dit besluit, moet elk erkend team, om de subsidies bedoeld in artikel 13, § 1 en § 2 van het decreet definitief te kunnen genieten, aan de Dienst, uiterlijk 30 dagen na het einde van het begrotingsjaar dat door de Dienst voor het team wordt bepaald, afschriften bezorgen van de verantwoordingsstukken zoals die vastgesteld zijn in bijlage 2, en aan werkelijke uitgaven moeten beantwoorden.

Het team moet een eigen boekhouding voeren waarin, voor elk begrotingsjaar, de financiële resultaten van het beheer van het team worden vermeld.

**Art. 34.** Het administratieve en financiële toezicht van de teams wordt uitgeoefend door de daartoe aangestelde ambtenaar van de Dienst. Die heeft vrije toegang tot de lokalen van het team met inachtneming van de deontologische regels en heeft het recht ter plaatse de administratieve en financiële stukken en documenten in te zien die hij noodzakelijk acht voor de vervulling van zijn opdracht.

**Art. 35.** Het bedrag van de subsidies bedoeld in artikel 13 § 2 van het decreet wordt jaarlijks aangepast op grond van de gezondheidsindex bepaald door het koninklijk besluit van 24 december 1993.

**Art. 36.** De subsidies bedoeld in artikel 13, § 1 en § 2 van het decreet worden jaarlijks uitbetaald in de vorm van provisionele subsidies ten belope van respectief één twaalfde van de enveloppe.

Elk jaar, wordt rekening gehouden met het bedrag van alle verantwoorde werkelijke uitgaven van het begrotingsjaar met inachtneming van artikel 33 van dit besluit.

Elke uitgave waarvan de verantwoording niet in aanmerking komt, wordt afgetrokken van de subsidies die aan de dienst worden toegekend.

Op aanvraag van het team, kan een spreiding van de terugvordering door de Dienst worden toegekend.

Elke uitgave die niet door een verantwoordingsstuk, zoals bepaald in artikel 33 van dit besluit, wordt verantwoord, heeft, vanaf de derde maand volgend op het einde van het begrotingsjaar, de schorsing ten belope van de provisionele subsidies tot gevolg.

**Art. 37.** De subsidies bepaald in artikel 30 zijn in twee schijven verschuldigd :

- de eerste schijf van 80 % van de globale subsidie wordt uitbetaald zodra het project wordt toegelaten;
- het saldo wordt uiterlijk op 31 december uitbetaald op overlegging van de boekhoudkundige verantwoordingsstukken.

**Art. 38.** In het kader van de aanvullende subsidie die aan de Dienst voor de mishandelde kinderen wordt gestort, wordt een indexeerbaar minimumbedrag van 78.000 euro bestemd voor kosten die betrekking hebben op de begeleiding van de teams SOS Kinderen zoals de deelneming aan colloquia, de verwezenlijking van brochures houdende de voorstelling van de teams, de verwezenlijking van het informatieblad.

## Slotbepalingen

**Art. 39.** Het bedrag van de basissubsidies die aan elk team worden toegekend op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit wordt gewaarborgd.

**Art. 40.** De Regering stelt de datum van inwerkingtreding van het decreet op één september 2004 vast, met uitzondering van artikel 22, dat in werking zal treden op de datum van de laatste erkenning van het team dat zijn aanvraag om erkenning overeenkomstig artikel 28 van het decreet zal hebben ingediend. De Regering stelt de datum van inwerkingtreding van dit besluit op één september 2004 vast, met uitzondering van de artikelen in verband met de nieuwe subsidieregels die op één januari 2005 in werking treden.

Brussel, 14 juni 2004.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. N. MARECHAL